



Une mobilisation de très haut niveau !

Comme annoncé dans la presse depuis hier, plus d'un cheminot sur deux participe à la grève, à l'appel des Fédérations CGT et SUD-Rail, rejoints dans certaines régions par l'UNSA et FO. Les cheminots montrent ainsi leur détermination pour gagner une autre réforme.

Par des chiffres volontairement erronés, la direction de la SNCF se ridiculise concernant le taux de participation des cheminots à la grève. Au regard de la participation aux AG, des retours réels des établissements, ainsi que la faible circulation des trains, les cheminots de tous les services, tous collègues confondus sont inscrits massivement dans l'action.

La réunification annoncée du système ferroviaire public n'est pas au rendez-vous du projet de loi gouvernemental. C'est tout au contraire l'éclatement en trois entités, la poursuite de la séparation des activités, la remise en cause des acquis sociaux et la généralisation de la concurrence qu'il prépare.

Sous l'impulsion de Gilles SAVARY, rapporteur de la loi à l'Assemblée Nationale, les amendements retenus lors de la commission développement durable n'ont d'ailleurs fait qu'aggraver le contenu du projet.

Les questions de la dette comme celle du financement ne sont pas réglées ce qui se traduirait par une dégradation du service public pour les usagers, une détérioration des conditions de travail pour les cheminots, avec des milliers de suppressions d'emplois à la clé. Il en serait de même en termes de fermetures de lignes et d'abandon total du transport de marchandises par la SNCF.

Cela s'accompagne par la mise en œuvre au sein de l'EPIC SNCF des orientations budgétaires prévues, du plan d'entreprise « Excellence 2020 », par la suppression annoncée de 2 500 emplois en 2014, et par une direction d'entreprise qui tente, depuis des mois, de mettre en œuvre la réforme au forceps.

Dernière provocation en date, la direction a annoncé qu'elle ajournait la table ronde salariale prévue le 16 juin.

Cet environnement hostile au Service Public SNCF et aux cheminots génère au sein de l'entreprise inquiétude, colère et exigence d'une autre politique, ce que gouvernement et direction ne peuvent plus ignorer.

Comme ils l'avaient déjà exprimé par une grève de 24h, en juin et décembre 2013, sur les bases revendicatives exposées dans la plateforme unitaire CGT, UNSA, SUD-Rail, ou encore le 22 mai dernier avec 22 000 manifestants dans les rues parisiennes, les cheminots, une fois de plus, par cette très large mobilisation, exigent de véritables négociations pour améliorer le service public ferroviaire.

De nombreux usagers et citoyens soutiennent notre action !

Sans réponse allant dans le sens des revendications sur la réunification et le financement du système, sur la mutualisation des moyens humains et matériels, sur le volet social, sur l'emploi et les salaires, portées unitairement par les Fédérations CGT et SUD-Rail, gouvernement et direction porteront la responsabilité de la poursuite de ce mouvement de grève.

Si Frédéric Cuvillier confirme la tenue d'une rencontre anticipée avec les organisations syndicales, les fédérations CGT, SUD-Rail s'y rendront en portant les revendications des cheminots.

Dans ce cadre, la Fédération CGT appelle l'ensemble des cheminots à amplifier la pression sur le gouvernement et la direction de la SNCF. Aussi, nous appelons tous les cheminots qui ne sont pas encore inscrits dans le mouvement à nous rejoindre pour contraindre le gouvernement et la direction à d'autres choix.